

DANS L'ACTUALITE du 7 au 10 février 2014

Textes officiels

JORF n° 0034 du 9 février 2014

Publication de l'indice national du bâtiment tous corps d'état

[Décret n° 2014-114 du 7 février 2014 relatif à l'indice national du bâtiment tous corps d'état](#)

JORF n° 0033 du 8 février 2014

Mise en œuvre de l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national

[Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national](#)

Transparence financière de la vie politique

[Décret n° 2014-111 du 6 février 2014 pris pour l'application des articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique](#)

Mesures d'ordre électoral

[Décret n° 2014-112 du 6 février 2014 portant différentes mesures d'ordre électoral](#)

Approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Portail de la publicité légale des entreprises (www.pple.fr) »

[Arrêté du 3 février 2014 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Portail de la publicité légale des entreprises \(\[www.pple.fr\]\(http://www.pple.fr\)\) » \(rectificatif\)](#)

Conseil Constitutionnel

Nature juridique des dispositions de l'article 3 et du deuxième alinéa de l'article 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

[Décision n° 2014-244 L du 6 février 2014](#)

Jurisprudence

Le juge des référés du Conseil d'État refuse de suspendre l'exécution de la sanction complémentaire de publication

[Ordonnance du 7 février 2014 Société Google Inc., req. n° 374595](#)

Autorité compétente pour statuer sur la demande de permis de construire lorsque la construction envisagée est réalisée pour le compte de l'Etat

[CE 5 février 2014 commune de Bollène, req. n° 366208](#)

Occupation irrégulière d'une dépendance du domaine public qualifiée de contravention de grande voirie et faculté de prononcer une astreinte

[CE 5 février 2014 Etablissement public Voies navigables de France, req. n° 364561](#)

Autorisation d'exploitation de cet ensemble commercial et faculté de demander une substitution de motifs réservée à l'administration auteur de la décision contestée

[CE 5 février 2014 société Pludis, req. n° 367815](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Le risque de corruption en France : les marchés publics, un terrain hautement sensible, juge Bruxelles

[La Commission européenne a publié le 3 février le premier "Rapport anticorruption de l'Union européenne", qui dresse l'état des lieux en matière de corruption pour chaque Etat membre.](#)

Source : localtis.info du 07/02/2014

Les députés cherchent à neutraliser l'échec français sur la directive Concessions

[La réforme européenne des délégations de service public entraîne des conséquences qui auraient été sous-estimées par la France, dépassée par le puissant lobbying de Berlin.](#)

Source : localtis.info du 07/02/2014

Avis de tempête sur l'achat public ! Gardons notre calme

[L'effervescence de l'actualité de ces dernières semaines ne doit pas laisser les acheteurs publics indifférents : achat innovant, achat durable, social, et solidaire, égalité hommes-femmes, directives européennes, facturation électronique, choc de simplification, remodelages territoriaux et contexte économique difficile, Jean-Marie HERON, président de l'association des acheteurs publics invite ses pairs à la vigilance.](#)

Source : gazette des communes du 06/02/2014

La Lettre de la DAJ N°159 est parue

[Consulter la lettre de la DAJ](#)

Source : DAJ du 06/02/2014

Environnement

Loi de transition énergétique: les délais seront tenus, selon le ministre de l'Ecologie

[Les travaux sur la loi de transition énergétique avancent « bien » et les délais seront tenus, avec une présentation du texte en conseil des ministres au printemps, a déclaré vendredi 7 février le ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Philippe Martin.](#)

Source : le Moniteur du 07/02/2014

RT2012 : à l'impossible nul n'est tenu ?

[La RT 2012 semble impossible à respecter sur certains projets de tailles modestes. C'est le point de vue d'Antoine Boulla, chef de projet, ingénieur thermicien et environnement chez AI Environnement, bureau d'étude énergie et environnement. Et vous qu'en pensez-vous ? N'hésitez pas à commenter cet article.](#)

Source : le Moniteur du 07/02/2014

Toujours moins d'éoliennes et d'installations photovoltaïques raccordées

[Les dernières données issues des systèmes d'informations des gestionnaires de réseaux \(RTE et ERDF\) et des entreprises locales de distribution confirment le recul de l'éolien et du photovoltaïque en France.](#)

Source : le Moniteur du 07/02/2014

Les plans de prévention des risques naturels ne sont pas soumis à évaluation environnementale, selon le Conseil d'Etat

[Par un arrêt rendu le 29 janvier 2014, le Conseil d'Etat vient de retenir l'inapplicabilité de la procédure d'évaluation environnementale aux plans de prévention des risques naturels prévisibles \(PPRN\) mentionnés à l'article L.562-1 du Code de l'environnement, dont la finalité est "d'assurer la protection civile des populations contre les risques naturels".](#)

Source : localtis.info du 06/02/2014

Collectivités territoriales

Réforme de la politique de la Ville : les professionnels adressent un satisfecit... teinté de vigilance

[Le projet de loi Ville et Cohésion urbaine n'attend plus que sa promulgation, avant les élections municipales, pour entrer en vigueur. Deux professionnels territoriaux – Patrice Allais pour le réseau Amadeus, qui réunit les cadres Politique de la ville des grandes villes, et Sylvie Rebière-Pouyade, présidente de l'Inter-réseau des professionnels du développement social urbain \(Irdsu\) – donnent leurs avis sur cette réforme.](#)

Source : gazette des communes du 07/02/2014

Transport

En avril 2014, Paris accueillera la plus grande conférence européenne sur la recherche en transports et infrastructures

[TRA 2014 \(« Transport Research Arena »\), conférence européenne dédiée aux transports terrestres et maritimes, se tient pour la première fois en France, sur quatre jours, du 14 au 17 avril 2014 au CNIT – La Défense.](#)

Source : le Moniteur du 07/02/2014

Crise des transports publics : le bus sera-t-il le grand gagnant ?

[Lors des Rencontres parlementaires sur les transports, qui ont à nouveau fait salle comble le 5 février, plusieurs enjeux ont été vite balayés. Et l'accent finalement mis sur la place que devrait prendre le bus dans une équation économique du transport public urbain qui ne cesse de se compliquer.](#)

Source : localtis.info du 06/02/2014

Dans dix ans les bus de la RATP seront tous électriques

[Le président de la RATP a annoncé le 5 février sa volonté de migrer l'ensemble de son parc d'autobus vers l'électrique, avec l'espoir sous-jacent de stimuler la filière industrielle. Reste la question de la technologie à adopter.](#)

Source : gazette des communes du 06/02/2014

Colloque / Séminaire

► Premières rencontres annuelles du contentieux de l'action publique territoriale

Le vendredi 4 avril 2014 à la Faculté de droit de Grenoble - Domaine universitaire Saint-Martin-d'Hères – Amphi MSH Alpes – 38000 Grenoble

Le CERDHAP et la Faculté de droit de Grenoble accueilleront la première édition de ces rencontres, en partenariat avec la Revue Lamy des collectivités territoriales et l'Association nationale des juristes territoriaux (ANJT).

[Renseignements et inscriptions](#)

Vu dans les revues

AJDA n° 5-2014 du 10 février 2014 p.300, *Application dans le temps de la réforme du contentieux de l'urbanisme*, conclusions d'Allan Gautron

Contrats Publics – Actualités MoniteurJuris n° 140 - Février 2014 p.24, *Dossier : Quelle méthode pour l'évaluation des besoins?*

RDI n° 2 - Février 2014 p.95, *Au sujet de l'article R.12-5-2 du code de l'expropriation – Pour une redéfinition des pouvoirs du juge judiciaire en cas d'emprise irrégulière*, par René Hostiou

La gazette des communes n° 6/2208 du 10 février 2014 p.48, *Directives marchés [2] La révision totale du droit de la commande publique*, par Jérôme Michon

Presse

L'écoquartier des Docks de Saint-Ouen, trait d'union entre le centre-ville et la Seine

[Ouvert sur un parc de 12 hectares, le projet propose un cadre de vie plus agréable.](#)

Source : le Monde du 09/02/2014